soumission des Beni-Salahs paraît complète; les Hadjoutes viennent sur nos marchés, et un grand nombre d'Arabes qui avaient abandonné depuis long-tems la plaine, rentrent dans leurs douars, sous la protection de nos camps.

La manière forte et stable dont nous nous sommes établis partout, paraît mettre fin à toute incertitude de leur part.

AFFAIRES D'ESPAGNE.

On écrit d'Estella, 11 mai au soir:

Quelques bataillons ayant fait éclater leur mécontentement au sujet de la solde qui ne leur a pas été exactement payée depuis plusieurs mois, le roi a ordonné de les réunir dans la plaine de Discatillo. Ce matin, S. M. est parti d'ici accompagnée de S. A. R. l'infant don Sébastien; elle s'est rendue à Discatillo pour passer ces bataillons en revue. Le roi ayant fait former un carré, s'avança au milieu et adressa à la troupe un discours d'une voix ferme et résolue. S. M. rappella les devoirs du soldat, dit combien il était dangereux de voir ainsi manquer à la discipline. A peine ce discours tout paternel était-il achevé que les soldats, vivement émus, firent entendre les cris de: *Vive Charles V! vive le roi! vive notre père!*

Le carré ayant rompu, les troupes défilèrent en colonne serrée par division devant S. M., et firent éclater de nouveau le plus vif enthousiasme.

Dans l'après-midi le roi revint ici. Déjà toute notre population et celle des environs s'était portée au-devant de S. M., qui rentra en ville au milieu d'une foule immense faisant éclater toutes ces sympathies pour notre souverain. (*Gazette de France.*)

— On lit dans une lettre particulière de Madrid, du 5 de ce mois:

« Il paraît que le marquis de Miraflores, ambassadeur extraordinaire pour le couronnement de la reine Victoire, a reçu des instructions fort importantes avant son départ, au sujet de la politique que M. le comte d'Ofalia voudrait inspirer au cabinet français relativement à la question espagnole.

On sait que M. de Miraflores fut en 1834 le signataire et principal agent du traité de la quadruple alliance; c'est pourquoi M. d'Ofalia veut faire agir le même diplomate pour apporter les modifications commandées par les circonstances à ce traité devenu impossibles depuis que les développemens de la politique européenne ont rendu illusoires les moyens adoptés alors dans le but de pacifier la Péninsule Ibérique. D'abord, M. d'Ofalia croit que l'Espagne et le Portugal doivent être rendus au repos par suite d'un commun accord de toute l'Europe réunie en congrès, car il pense que les alliances partielles ne sont que des *pis aller* pour ajourner les questions politiques, mais pour les vider à fond; du moins c'est ce qui est arrivé depuis 1830.

M. d'Ofalia veut donc que l'Espagne et le Portugal puissent désormais compter sur un appui réel, stable et unanime de toutes les puissances, et il est décidé, dit-on, à impétrer des cabinets français et anglais l'ouverture d'une conférence diplomatique à Paris pour arranger par des protocoles les affaires d'Espagne et de Portugal, en profitant de la situation de détresse visible où se trouve actuellement le prétendant; M. d'Ofalia accorderait pour le Portugal:

1° Réhabilitation de don Miguel de Bragance comme infant de Portugal; 2° renouement des relations entre le Portugal et la cour de Rome, tant sous le rapport diplomatique que sous le rapport spirituel; 3° reconnaissance de l'emprunt de don Miguel et des dettes contractées pendant son règne de fait; 4° une amnistie générale politique. M. d'Ofalia accorderait pour l'Espagne: 1° Réhabilitation de don Carlos, infant d'Espagne, à condition qu'il irait voyager à l'étranger, avec la jouissance de ses biens et d'une pension en rapport avec son rang; 2° rentrée des fils de don Carlos en Espagne pour jouir de leurs pensions respectives d'infans; 3° amnistie politique générale, et même reconnaissance d'emplois civils et militaires, sous l'appréciation d'une junte mixte établie *ad hoc*; 4° reconnaissance des dettes contractées par don Carlos, d'après un relevé soumis à l'examen d'une commission mixte; 5° garantie des *fueros* et priviléges pour la Biscaye et la Navarre, dont le territoire serait immédiatement évacué par les troupes; 6° liquidation générale de la dette espagnole intérieure et renouement de relations avec Rome pour la réforme du clergé.

A ces conditions, M. le comte d'Ofalia et la cour de Lisbonne croient pouvoir obtenir puissamment la reconnaissance par toute l'Europe des royautés féminines de la Péninsule en prenant l'engagement de s'opposer aux envahissemens de la démocratie et en rétablissant, autant que possible, le prestige du trône et de la religion. »

PAYS-BAS. — *Liége*, 19 *mai*.

Voilà le sénat belge qui se joint à la chambre des représentans, pour repousser le traité des 24 articles, en ce qui concerne le territoire. A l'unanimité, moins un membre qui s'est abstenu, il demande que le gouvernement se prononce définitivement contre le seul titre sur lequel la Belgique puisse s'appuyer pour prétendre à l'indépendance. Nos honorables des deux chambres ont-ils bien calculé toute la portée de leurs votes? Il serait permis d'en douter. Toutefois ne les troublons pas dans la douce quiétude dans laquelle ils se complaisent.

Il paraît que leur sécurité repose sur les divisions qu'ils croient avoir fait naître en Allemagne et particulièrement dans les parties catholiques du royaume de Prusse; divisions qui, suivant eux, doivent paralyser tout le mauvais vouloir des puissances conservatrices, et même les mettre plus tard à la discrétion des révolutions de juillet et de septembre. Cette idée qui est la véritable monomanie de la Belgique, est partagée par tous ceux qui s'occupent d'affaires publiques. Elle paraît avoir été propagée par les partis politiques: et catholiques et libéraux assurent également qu'au premier signal donné par la triomphante Belgique, la vaste Germanie, voir même la Pologne et la Hongrie, arboreront l'étendard de la liberté. On sait déjà depuis long-tems que, dans leur prévision, le résultat de la grande lutte doit porter au Rhin les limites de la Belgique. C'est là le rêve de nos nouveaux propagandistes, et ils se croient à la veille de le réaliser. Les bonnes gens!

La réponse de Léopold à l'adresse votée par le sénat, sera une nouvelle édition de celle qu'il a faite à la chambre des représentans, et dans laquelle il a semblé prendre à tâche de ne pas même faire allusion au vœu qui lui était exprimé. C'est ainsi que s'efface honteusement le gouvernement dans toutes les questions où il s'agit de l'existence politique du pays; c'est ainsi et qu'il donne la mesure de sa nullité absolue dans les négociations. Un gouvernement qui aurait le sentiment de sa dignité, qui saurait qu'il peut mettre un poids dans la balance des intérêts inter-nationaux, se laisserait-il ainsi traîner à la remorque par les autres?

Il y a évidemment une grande duplicité dans la conduite des ministres, relativement aux adresses votées par les deux chambres pour la conservation du territoire rétrocédé par les 24 articles. Il est connu de tout le monde, que dans la seule chambre des représentans, sur les 102 membres dont elle est composée, il y a 64 fonctionnaires publics, dont une grande partie est amovible. Ces fonctionnaires votent toujours dans le sens qui leur est indiqué par le pouvoir. Or, comment se fait-il, que dans la question des deux adresses, par un de ces hommes qui sont sans cesse sous la main des ministres, n'ait voté contre le vœu qu'elles exprimaient? N'est-ce pas là une preuve incontestable que le ministère penchait pour l'adoption des adresses, quoiqu'il ait paru les condamner? L'expérience n'a-t-elle pas appris dans cent occasions que l'opposition était nulle devant les intentions du gouvernement.

Devine qui pourra le motif qui engage nos ministres à jouer aussi ridiculement la comédie en présence de leurs concitoyens, et de l'Europe, si celle-ci daigne arrêter ses regards sur lui. (*Industrie.*)

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

LUXEMBOURG, 23 *mai*.

La grande procession qui a clôturé les solennités de l'octave de Notre-Dame, avait attiré à Luxembourg, dimanche dernier, une affluence extraordinaire d'étrangers, qu'on évalue au moins à 30,000. Pas le moindre accident, pas le moindre désordre n'a troublé cette remarquable fête provinciale, qui réunit annuellement une si notable partie de la famille luxembourgeoise. Le sentiment religieux, le plus respectable de l'homme, qui fait particulièrement les frais de cette fête, fortifie beaucoup, sanctifie sous quelques rapports, les antiques et nombreux liens qui attachent les campaguards Luxembourgeois à leur véritable capitale. Oui! la famille luxembourgeoise ne peut avoir d'autre capitale que la ville dont elle porte le nom. Séparer le pays de cette ville, ce serait déshériter ignominieusement le pays de son glorieux nom: sans la ville de Luxembourg il ne peut y avoir ni pays ni province de Luxembourg. La famille est peut-être menacée du malheur de se voir enlever de nouveau quelques-uns des siens; mais les membres restans se rallieront à la maison paternelle et resserreront d'autant plus affectueusement les liens de fraternité qui les enchaînent.

Les relations si naturelles, si bienveillantes entre les Luxembourgeois du dehors et ceux de la ville, et les avantages qui en découlent portent ombrage aux agitateurs. De là ces méprisables moyens qui ont été mis en usage cette année pour détourner les campagnards. C'était le typhus qui régnait à Luxembourg; la ville allait être bloquée; les agitateurs y allaient arborer leurs couleurs et provoquer le mitraillement du peuple, et d'autres faux bruits qui ont été répandus. Des étrangers, dit-on, se sont laissés abuser de cette manière. En revanche les habitans du pays même, qui étaient peut-être aussi nombreux qu'on les ait vus ici de mémoire d'homme, et auxquels il n'est pas échappé un mot en fa-